

En détail
SYNTHÈSE

Renforcer l'esprit critique des jeunes des quartiers populaires

À l'écoute des jeunes pour mieux
comprendre leurs représentations
du monde

Août 2018



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

cget
Commissariat
général
à l'égalité
des territoires

Les représentations des jeunes des quartiers populaires d'aujourd'hui diffèrent de celles des « jeunes des cités » des générations qui les ont précédés. Une recherche-intervention, accompagnée par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), nous éclaire sur leur rapport à leur vie intime, à la société, aux institutions et au monde : la place de la religion et des valeurs de la République dans leur vie ; le rôle des réseaux sociaux et leur influence sur leur rapport au temps, la manière dont ils perçoivent la mondialisation et son impact sur leur construction identitaire... Cette recherche-intervention vise également à identifier des actions concrètes, pour aider les acteurs locaux, qui permettent de renforcer l'esprit critique des jeunes. Elle ouvre aussi des pistes de réflexion pour les politiques publiques.

A l'écoute des jeunes, mais aussi des personnes qui interviennent dans leur entourage proche, cette recherche a démarré dans un contexte de grand désarroi des adultes devant les choix extrémistes que peuvent emprunter certains adolescents. Elle s'est appuyée sur la mobilisation de villes et de collectifs d'acteurs dans quatre sites : Strasbourg - quartier de La Meinau, Nantes - quartier Bellevue, Gennevilliers et Echirrolles. 350 entretiens de jeunes de 15 à 25 ans ont ainsi été réalisés et plus de 250 personnes (élus, cadres de collectivités territoriales et de l'Etat, intervenants éducatifs, représentants d'associations locales) ont travaillé avec la psychosociologue Joëlle Bordet et son équipe (1).

Cette recherche-intervention ne s'est pas limitée aux quartiers de la politique de la ville, mais s'est aussi intéressée aux représentations des jeunes ruraux dans le cadre d'une étude complémentaire menée sur un cinquième site (Le Haut-Figeac).

Un rapport immédiat à la mondialisation

Sans s'inscrire dans une vision déficitaire de leur esprit critique, il s'agissait d'engager le dialogue avec des jeunes des quartiers populaires sur leur vision du monde, la manière dont ils voient leur avenir et leur place dans la société. C'est à l'aide de planisphères que Joëlle Bordet et ses partenaires ont tenté l'expérience (voir encadré *La recherche-intervention, mode d'emploi*). Au cours d'entretiens en petits groupes, chaque jeune devait indiquer les pays où il s'était rendu (2) et quels étaient ceux qui, à ses yeux, portent l'évolution du Monde (3). Il s'agissait aussi d'expliquer comment il se présenterait à un interlocuteur inconnu lors d'un voyage en Australie.

Premier constat, nombre de jeunes étaient heureux d'être consultés sur ces questions. Ils y ont vu une reconnaissance de leur capacité à être pris en compte comme « sujets politiques ». Le Moyen-Orient, le Proche-Orient et le continent africain sont apparus comme leur préoccupation majeure. Mais même s'ils souhaiteraient développer des actions de solidarité envers ces pays, la perspective de s'y rendre ne les attire pas, sauf exception. Influencer la mondialisation leur semble le plus souvent inaccessible (« *On peut rien changer à part s'engager dans l'humanitaire.* »).

Focalisés sur l'information instantanée, mêlant réel et virtuel, les jeunes des quartiers populaires « se saisissent » du Monde différemment des adultes qui les entourent, dans une sorte « d'arrêt sur image » face à la situation internationale qui capte leur attention. Pour les chercheurs, ces mécanismes mobilisent de la peur, mais aussi une forme de fascination

immédiate (sidération) qui ne s'inscrit pas dans une lecture politique historique des faits. Ces jeunes s'interrogent peu sur les raisons qui ont conduit à ces événements, notamment les attentats, mais vérifient sur le web, via plusieurs sites d'informations, s'ils ont bien eu lieu et dans quelles circonstances.

Avec ce poids de l'instantanéité et de l'information « subie », ils se retrouvent confrontés à des angoisses existentielles immédiates. Face à ce monde trop lourd à supporter, ils aspirent à se situer dans l'au-delà, ce qui pour les chercheurs constitue une évolution majeure. S'extraire du monde est une façon de mettre à distance ces angoisses. Egalement confrontés à des inquiétudes face à l'avenir du Monde, notamment d'un point de vue écologique, les jeunes ruraux se disent, pour leur part, « soutenus » par la présence de la nature et la qualité des paysages qui les entourent. Pour autant, jeunes des quartiers populaires comme jeunes ruraux sont peu enclins aux rêveries ou aux contemplations (voir encadré *Jeunes des quartiers populaires / jeunes ruraux : des préoccupations communes mais vécues différemment*).

« Moi quand je vais par exemple sur Facebook, c'est pas pour m'informer, c'est pour voir qu'est-ce qui se passe, et je vois ça vient direct attentats machin et je dis ha bam il y a eu un attentat, mais je m'informe pas, on m'informe.

- et ça ce n'est pas une information ?

- si mais je ne vais pas chercher l'information

- elle te vient ? c'est cela, ce que tu dis, elle te vient tout de suite

- oui voilà (...)

- Ca c'est important, on va pas chercher l'information on est tout le temps catapulté par l'information, il suffit d'ouvrir un site

- même si ça n'a rien à voir.»

Questions à Joëlle Bordet

Dans quel contexte cette étude a-t-elle vu le jour ?

Joëlle Bordet : Cela fait de nombreuses années que je travaille avec certaines villes dont le quartier de La Meinau à Strasbourg. Saliou Faye, imam et animateur auprès des jeunes de ce quartier que je connais depuis 25 ans, m'a appelé en 2014 pour me demander de venir aider un collectif d'une centaine d'habitants qui s'étaient mobilisés suite au départ de jeunes auprès de Daech. Ils cherchaient à éviter que d'autres jeunes suivent le même chemin. J'ai alors évoqué ce sujet avec d'autres villes en particulier Gennevilliers, Echirrolles et Nantes. Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea) d'Ile-de-France, en lien avec la ville de Villiers-le-Bel, ont également participé au début de l'étude. Ces acteurs locaux m'ont exprimé leur réticence à aborder la question de la radicalisation par la nécessité de renforcer l'esprit critique des jeunes pour qu'ils ne soient pas embrigadés. J'étais d'accord avec eux sur ce point, les jeunes ne sont pas déficitaires d'esprit critique et l'embrigadement n'était pas forcément la seule explication au problème. Pour autant, il y avait une bonne question, mais il convenait de l'aborder différemment. Mes travaux dans le cadre du réseau « Jeunes, inégalités sociales et périphérie » m'avaient ouvert sur la nouvelle manière dont les jeunes vivent la mondialisation et sur la dynamique identitaire qui en découle. C'est pourquoi, j'ai proposé de déplacer notre façon de regarder la jeunesse en partant du principe que nous étions face à des choses que nous ne comprenions pas dans la manière dont ils naissent au monde. Le CGET nous a accompagnés dans cette démarche ce qui a constitué une reconnaissance de son bien-fondé.

Par quoi avez-vous été surprise lors de cette étude ?

J.B. : Les modes de pensée, les attitudes des jeunes m'ont parfois surprise. Ils ont une combinaison de pratiques, de représentations et de points de vue inattendue. J'ai été confrontée à mes propres stéréotypes. Lors d'un

entretien à Gennevilliers, une jeune fille a particulièrement retenu mon attention. Elle me dit que son voile, c'est sa fierté, que c'est un choix profond et qu'elle se sent suffisamment digne et sûre d'elle-même pour le porter. L'entretien se poursuit, cette même jeune fille dit que plus tard elle pense avoir sa propre famille mais qu'elle travaillera et que « son mari en fera autant qu'elle à la maison », revendication de l'égalité au cœur du féminisme. Elle prend plus tard la parole et, en lien avec les autres, exprime son souhait d'exercer la solidarité auprès des personnes en difficulté. Je lui demande alors si elle envisage d'inscrire ou de créer son activité dans le cadre d'une association musulmane. Elle me répond qu'elle vit à Gennevilliers et qu'il y a beaucoup d'associations, alors « pourquoi créer une association musulmane ? ». Cet exemple met en lumière toute la complexité qu'il y a « recevoir » ces jeunes là où ils s'affirment.

« Ne pas mal tourner » pour réussir sa vie, échapper à un certain déterminisme

Outre ce ressenti du poids de la situation internationale, la peur de la confrontation à la mort immédiate est présente dans beaucoup d'entretiens. Plusieurs facteurs provoquent cette appréhension : violence entre jeunes ou parfois dans des affrontements avec la police, renforcement du sentiment d'insécurité depuis les attentats, mais aussi sentiment de perte de légitimité à *être là*. Dans ce contexte, « ne pas mal tourner » constitue un enjeu central de la vie des jeunes des quartiers populaires. Il est, selon eux, nécessaire de faire très tôt les « bons choix », car il n'est pas facile, si « l'on tourne mal », de pouvoir échapper à cette condition d'échec pour soi-même et aussi pour sa famille.

De nombreux jeunes visent, en priorité, à réussir leur vie en créant une famille et en ayant accès à un métier. Les jeunes filles, dans cette optique, sont contentes de faire des études, mais souvent ne souhaitent pas forcément travailler plus tard pour être disponibles pour leurs enfants. Les jeunes investissent particulièrement leur installation dans la vie privée, mais expriment à la fois un intérêt et des inquiétudes par rapport à l'accès au travail et au logement, car ils souhaitent souvent habiter au plus près de leur famille.

« Si je n'ai pas un bon travail, ma vie elle est foutue. Si tu n'as pas d'argent tu n'as rien. Dans ma famille ils ne sont pas riches, je ne peux pas compter sur eux ».

« - Dans 10 ans, je serai peut-être pas en France. Déjà pour mes études, je compte me rendre à l'étranger. Donc, je serai peut-être pas en France à cause de la situation actuelle qui est en train de monter et dont j'ai peur.

- C'est-à-dire le racisme et ce dont on parlait toute à l'heure ?

- Oui voilà, je veux pas vivre comme ça, dans la peur, je refuse, par dépit, je partirai peut-être ».

« L'avenir, oui on peut se projeter ; après tu peux mourir aussi ».

Mode d'emploi d'une recherche-intervention

La recherche-intervention auprès des jeunes des quartiers populaires s'est déroulée sur les bases suivantes :

- une réalisation de fin 2015 à 2017 ;
- une écoute approfondie de 350 jeunes de 15 à 25 ans et de 150 adultes accompagnant les jeunes au quotidien ;
- 4 sites concernés : Echirolles (Isère), Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Nantes (quartier Bellevue), Strasbourg (quartier de La Meinau) ;
- une co-production entre les chercheurs psychosociologues et 250 acteurs locaux : élus, cadres « stratégiques » de collectivités territoriales (en particulier les secrétaires généraux d'administration), délégués du préfet, sous-préfets ville, équipes de prévention spécialisée, médiateurs sociaux, responsables d'associations culturelles, directeurs et équipes de centres sociaux, de missions locales, de clubs sportifs, de lycées...
- des entretiens basés sur la dynamique des groupes restreints, semi-directifs ;
- sur chaque site, une dizaine d'entretiens d'une heure et demi chacun, mis en place par les éducateurs et se déroulant en leur présence, avec 6 à 12 jeunes.

La seconde recherche-intervention en milieu rural s'est déroulée sur les mêmes bases, en 2017-2018, auprès de 68 jeunes du Haut-Figeac (Lot) et de 31 jeunes péri-urbains de Ronchin (Nord).

Etre solidaire des siens, mais aussi de sa communauté de vie

Une des autres grandes peurs des jeunes des quartiers populaires est de devenir « pauvre et seul ». C'est pourquoi ils appellent à la solidarité et sont très attachés aux relations de fratries. Ils se désignent parfois entre eux comme frère et sœur et affirment prioritairement la nécessité d'être solidaires avec leurs proches et, plus généralement, la communauté à laquelle ils appartiennent. Les actes de solidarité qu'ils peuvent accomplir, à l'égard de personnes sans domicile fixe par exemple, leur permettent d'affirmer des valeurs morales et contribuent à ce qu'ils se reconnaissent comme « des belles personnes ». Aussi, dans les villes qui développent des liens de proximité et un rapport plus communautaire (au sens de « communauté de vie »), les jeunes peuvent exercer ce souhait de solidarité au-delà de leur propre famille ou de leur communauté d'appartenance spécifique.

« Dans mes valeurs, je voudrais pouvoir aider les autres qui ont des difficultés ».

« Je suis méditerranéen par ma mère et gens du voyage par mon père, une ratatouille d'origine à l'intérieur, mais français avant tout. Je parlerais pas forcément des études, plus de mes envies et des valeurs que je véhicule. Les valeurs du scoutisme. 6 valeurs qu'on transmet aux enfants : dynamisme, solidarité, curiosité, vérité, débrouillardise, et une autre que j'oublie toujours. »

«- Et les valeurs que tu as envie de soutenir ?

- Moi c'est plutôt le partage, la solidarité, c'est mes engagements personnels à côté ».

Etre musulman, en réaction à la stigmatisation

Une majorité de jeunes se sont affirmés non pas comme « jeunes de cité » mais comme « musulmans ». C'est pour eux une « fierté », « une dignité ». Tous ne sont pas héritiers de l'immigration, ni convertis de façon religieuse. C'est pourquoi les chercheurs font l'hypothèse que, pour nombre d'entre eux, il s'agit là d'une façon de réagir à la stigmatisation qu'ils ressentent, en particulier dans les médias mais aussi dans les relations sociales quotidiennes. Les entretiens ont été réalisés peu de temps après les attentats contre *Charlie Hebdo* et *l'Hyper Casher* de la Porte de Vincennes (janvier 2015). Les réactions qu'ils ont provoquées, dont la manifestation « *On est tous Charlie* », ont souvent été mal perçues car ne permettant pas l'expression de sentiments contradictoires ou simplement plus nuancés. Jeunes et adultes ont ressenti une forte hostilité à l'Islam. S'affirmer en tant que musulman est en partie une façon d'intérioriser la stigmatisation et de s'en défendre en revendiquant cette appartenance. Mais « être musulman » relève aussi d'une combinaison de pratiques et de représentations très diverses, parfois inattendues (voir « Questions à » Joëlle Bordet). Reconnaître la complexité de la construction de l'identité à l'adolescence et la possibilité de pouvoir circuler entre différentes appartenances est un enjeu important pour lutter contre les stéréotypes, soulignent les chercheurs.

« On est tous français et musulmans. C'est pas une nationalité, c'est ce qu'on est à l'intérieur. »

Une jeune fille se présentant comme musulmane *« La vie c'est une épreuve heureusement qu'il y a un au-delà »*,

Une jeune fille se présentant comme athée *« Moi je crois au paranormal »*

« Croire en Dieu c'est croire en son existence partout et pas en un seul lieu. (...) C'est la seule certitude de ma vie c'est le spirituel, après il y a aussi l'amour de mes proches et ce qui fait que je suis moi-même, mais le spirituel c'est ce qui m'anime dans mon cœur ».

« Je me pose des questions du pourquoi du comment. Je le vis comme un rejet. On me dit non tu ne peux pas travailler avec ton foulard. Avec ou sans voile j'ai les mêmes compétences ».

« - Présentez-vous.

- Moi je dirais mon appartenance religieuse aussi, mais en fait, l'appartenance religieuse, pour moi c'est pas quelque chose qu'on balance d'un coup aujourd'hui, surtout après ce qui s'est passé, parce que la personne qu'on a en face de nous, je pense qu'elle secouée. (...), j'ai des amis à la fac qui ont beaucoup d'appréhension à ce sujet, avec ce qui s'est passé. Appréhension à l'Islam, au voile (...). C'est bien d'introduire l'appartenance religieuse, mais pas de l'introduire dans un premier rapport avec la personne. D'abord montrer qu'on est d'ici, qu'on nés ici, qu'on a grandi ici, qu'on est aussi français que tous les autres, et ensuite introduite qu'en plus de ça, on est musulmans et que les deux, ça peut marcher ensemble. »

Etre français, une évidence mais à faire reconnaître

Les jeunes ont exprimé à la fois le sentiment d'être musulmans, mais aussi celui d'être français. La perspective de la loi sur la déchéance de nationalité les a inquiétés, car beaucoup d'entre eux n'en connaissaient pas les conditions d'application potentielle et avaient peur de devenir apatrides, ni d'ici, ni du pays d'origine de leur parent. Affirmer « être Français » est à leurs yeux important pour assurer leur sécurité, alors qu'ils sont en quête d'une légitimité pour se faire reconnaître « comme des Français comme les autres ».

Nombre d'entre eux ont souligné leur fierté vis-à-vis de la devise « Liberté, égalité, fraternité », tout en regrettant que « la France ne fasse pas ce qu'elle dit ». L'état d'urgence, le débat sur l'identité, le renforcement de la stigmatisation ont contribué à cette perception. Ils reconnaissent cependant qu'en France la pauvreté est moins prégnante que dans les pays d'origine de leurs parents, qu'il existe un système de protection sociale et un système éducatif. Quelques-uns, souvent plus qualifiés, ont aussi revendiqué « d'être citoyens du Monde », de circuler et de ne pas être assigné à un territoire ou à une religion. Certains pensent partir faire leur vie ailleurs, car la France leur semble trop limitative et discriminante. D'une manière générale, les jeunes expriment des rapports positifs avec l'échelon local et l'international, mais ambivalents avec l'échelon national.

« On n'est pas optimiste en France, on n'a pas confiance dans notre gouvernement, on n'est pas nationaliste, les gens sont pas nécessairement fiers d'être français contrairement à l'Italie ou l'Espagne, où c'est une autre culture, c'est plus attachant, les gens sont fiers d'être chez eux, ici pas trop. C'est dommage, ça perd du charme. »

« Quand je bouge à l'étranger, que ce soit en Espagne ou dans d'autres pays, en Allemagne (...), je me rends compte que j'ai vraiment une mentalité française. (...) la mentalité française, c'est qu'on se plaint de tout, qu'on n'est jamais content. (Rires). C'est vrai, c'est ça. On est assisté sur beaucoup de choses et on veut tout et tout de suite. »

« On est français malgré tout. Je suis française, on est né ici, mais on a l'impression qu'on n'est pas considéré comme des Français. »

« Un ami que je connais a changé de prénom pour trouver un emploi, il s'appelle G. et quelques mois après il a trouvé un emploi, voilà pourquoi je suis autant pessimiste. »

« Etre Française c'est être actrice des changements du pays, (...) c'est essayer de poser en tant que citoyen les pierres à l'édifice pour une France meilleure parce que je trouve que la France d'aujourd'hui s'éloigne de sa devise « Liberté, égalité, Fraternité » et nous jeunes, je pense qu'on a à porter cette devise. On doit être acteur de cette renaissance. »

« La France elle est bien parce que déjà elle est laïque, elle est démocratique, on a des droits pas comme dans certains pays. Quand nous on se plaint il faut voir dans d'autres pays où c'est très dur. Nous on a la liberté d'expression et c'est laïc »

L'avenir en question : de nouvelles pédagogies à construire

Les responsables locaux (élus, cadres stratégiques des collectivités locales, directeurs des structures de jeunesse) ont conscience de ces transformations mais ne sont pas toujours en mesure de les analyser. Ils savent, cependant, qu'ils ne peuvent laisser les professionnels (animateurs, éducateurs, agents d'insertion...) seuls face à ces nouveaux enjeux. Il convient donc de mieux accompagner ces derniers dans leur mission, dans un contexte nouveau auquel ils n'étaient pas forcément préparés. Par ailleurs, les interlocuteurs au quotidien des jeunes (familles, responsables associatifs) ont fait part de leur désarroi face à ces nouveaux modes de pensée des jeunes et à l'expression parfois violente et provocatrice de leur positionnement. Ils ont également exprimé un sentiment de solitude et ont regretté l'absence de lieux de partage et d'échange sur leur vécu avec les jeunes.

C'est pourquoi la recherche-intervention préconise de faciliter la mise en place de nouvelles pédagogies afin d'aider les jeunes à se situer dans ce Monde en mouvement, à renforcer leur esprit critique, à mieux faire le lien entre ce qu'ils vivent et ce qu'ils apprennent à l'école. Les entretiens ont révélé l'importance de créer de nouveaux modes de coopération locale entre les adultes ayant une responsabilité éducative et de favoriser le dialogue intergénérationnel. Il convient aussi de renforcer la société civile dans sa capacité à écouter et à dialoguer avec les jeunes et accompagner les professionnels dans l'analyse des situations déstabilisantes auxquelles ils sont parfois confrontés pour construire des réponses communes.

Déjà sur le terrain, des villes s'engagent dans cette voie : « goûters politiques » à Nantes, création de collectifs de proximité à Strasbourg ou démarches d'esprit critique à Echirolles, Gennevilliers et Lille (voir l'encadré ci-dessous *Pistes d'action selon les sites*). Les élus ont, pour leur part, décidé d'intégrer les résultats de la recherche dans leur réflexion stratégique sur les politiques à mettre en œuvre localement en matière de jeunesse.

Pistes d'action selon les sites

A Strasbourg, des collectifs d'acteurs du quartier de la Meinau travaillent sur les pédagogies du dialogue avec les jeunes. Un travail plus spécifique de prévention de la radicalisation est mené par l'association Éveil Meinau, s'appuyant sur les résultats des enquêtes. L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV), centre de ressources politique de la ville pour le Grand Est, est par ailleurs en lien avec la municipalité pour nourrir la réflexion engagée sur la question des jeunes.

A Echirolles, la municipalité a demandé aux directions de la jeunesse et de la culture de se rapprocher et de mettre en place des formations communes aux professionnels et interlocuteurs de la jeunesse sur le thème de l'accueil des jeunes et du renforcement de leur esprit critique.

A Nantes, où la recherche-intervention a été portée à l'origine par le Centre interculturel de documentation (CID) en lien avec les associations du quartier de Bellevue, la municipalité

souhaite partager les résultats à l'échelle de l'agglomération et envisage de mettre en place des ateliers à Bellevue et Malakoff.

A Genevilliers, la recherche a contribué à nourrir la réflexion stratégique des élus et des cadres de la ville pour sa politique de jeunesse autour notamment de la notion de dignité. Il est prévu de mettre en place un parcours éducatif et culturel visant à renforcer l'esprit critique des adolescents et des jeunes en liaison avec les associations, les collèges et le lycée.

A Lille, une expérimentation est en cours avec les centres sociaux pour diffuser les résultats de la recherche à l'échelle de la métropole. Elle s'appuie sur des groupes de travail avec des parents et des professionnels et sur des ateliers d'esprit critique avec les jeunes. Elle doit déboucher sur l'élaboration d'un guide méthodologique,

Pour autant, il serait réducteur de limiter ces enjeux aux seuls jeunes des quartiers populaires urbains. Ils concernent plus généralement toute la jeunesse, comme l'a montré la seconde recherche-intervention réalisée auprès de jeunes ruraux (voir l'encadré *Jeunes des quartiers populaires / jeunes ruraux : des préoccupations communes mais vécues différemment*).

Pour le CGET, il s'agit dans un premier temps d'assurer la diffusion des résultats de ces travaux et des actions mises en œuvre par les villes impliquées dans la démarche, ainsi que celles mises en place dans d'autres sites à l'initiative de centres sociaux ou de collectivités territoriales. En amont du séminaire de restitution finale du 29 juin 2018 organisé par le CGET, des restitutions intermédiaires ont été organisées avec l'Observatoire de la laïcité, le Conseil national des villes, les réseaux de l'éducation populaire et les réseaux professionnels de la politique de la ville ainsi que sur les différents sites impliqués.

Il s'agira aussi de tirer des enseignements, en lien avec les différentes directions ministérielles concernées et les collectivités territoriales, pour adapter et améliorer les politiques publiques. Les professionnels ne peuvent, en effet, être laissés seuls à gérer des questions sociétales complexes. Les pouvoirs publics doivent se donner pour mission de faciliter la coopération entre les différents acteurs éducatifs sur un même territoire en mobilisant également la société civile.

Jeunes des quartiers populaires / jeunes ruraux : des préoccupations communes mais vécues différemment

Le CGET a souhaité que l'étude initiale auprès des jeunes des quartiers populaires soit complétée par une étude de même type auprès de jeunes ruraux. Réalisée auprès de 80 jeunes du Haut-Figeac (Lot), elle a permis de mettre en lumière des préoccupations communes. Mais leurs interprétations et la manière de les vivre divergent.

L'impact de la mondialisation dans la construction des dynamiques identitaires concerne tout autant les jeunes des quartiers populaires urbains que ceux du Haut-Figeac, en zone rurale. Ces derniers ont cependant exprimé une certaine appréhension et réticence face à la mondialisation et une moindre envie de mobilité internationale. Si nombre d'entre eux souhaitent voyager, ils ne souhaitent pas pour autant déménager et s'installer ailleurs. Ils se sentent tout autant Français que les jeunes des quartiers populaires, mais sans exprimer de doute quant à leur légitimité d'être Français. Par contre, qu'ils soient ruraux ou des quartiers populaires, les jeunes ne font pas référence à la nationalité comme reconnaissance citoyenne et politique. Ils envisagent son utilité de façon fonctionnelle, notamment pour voyager. Mais elle ne leur confère pas un sentiment de responsabilité.

Les jeunes du Haut-Figeac ont aussi en commun avec les jeunes des quartiers populaires d'exprimer des angoisses majeures par rapport à l'avenir collectif. Mais leur inquiétude d'une catastrophe imminente ou d'une grande guerre mondiale potentielle est vécue différemment. Leur environnement proche constitue un « lieu de refuge » face à la violence et aux dangers, contrairement aux jeunes des quartiers populaires pour qui l'environnement proche est relié à la mort. Les jeunes du Haut-Figeac voient d'ailleurs les villes comme des lieux de danger et de pollution. Ainsi, pour certains, vivre à Toulouse n'est pas concevable. Ces jeunes ruraux ont, *a contrario*, un grand attachement à la nature et veulent parfois découvrir des environnements inconnus en Europe, la « grande nature » et ses paysages. Beaucoup d'entre eux souhaitent aussi s'impliquer dans des actions favorables à la protection de l'environnement.

Enfin, plus que la « peur de mal tourner », les jeunes du Haut-Figeac ont davantage exprimés leur peur de l'échec social, leur trouble face à l'orientation, leurs difficultés à quitter la vie familiale et à vivre en internat dans de grandes cités scolaires.

Pour Joëlle Bordet, « la méconnaissance, voire la méfiance à l'égard de la ville et des espaces urbains pour certains, et de la nature et de la campagne pour d'autres, influence fortement leur rapport au Monde, à leurs dynamiques identitaires et aux autres. Ainsi, à première vue, il existe aujourd'hui plus de proximité entre les jeunes des périphéries urbaines de France, d'Italie, du Brésil ou du Sénégal qu'entre jeunes Français des quartiers populaires et des milieux ruraux. Ils ont, pourtant, des enjeux communs dans leur représentation du Monde. Ils pourraient très bien être intéressés par des rencontres communes. Favoriser cette altérité et l'ouverture des identités supposerait de créer des échanges et des rencontres entre ces milieux de vie. »

(1) Joëlle Bordet est directrice de recherche émérite du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), psycho-sociologue et auteur de plusieurs ouvrages sur les politiques de jeunesse. Elle est fondatrice d'un réseau international de recherche-intervention *Jeunes, inégalités sociales et périphérie*. La recherche-intervention a été réalisée en coopération avec trois autres psychosociologues, Guisepe Carollo, Bernard Champagne et Samir Hadjar.

(2) Dans le cadre familial, pour ses loisirs, au titre de sa scolarité, voire de son travail et, enfin, à titre personnel.

(3) En termes de richesse et pauvreté, guerre et paix, croyance et religion, innovation et culture.



En savoir +

Les résultats de la recherche-intervention feront l'objet d'une publication dans la collection *En détail* du CGET à paraître fin 2018 à la Documentation française. Cette publication sera complétée par la mise en ligne de différents documents sur le site du CGET, en lien avec les actions qui pourront être développées localement dans le prolongement de cette recherche-intervention.

Auteur(s)

Joëlle Bordet,
Muriel Thoin avec Michel Didier et Catherine Pilon (CGET)

Couverture

Conception CGET ; illustration © Benjamin Bechet

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), service de l'État placé sous l'autorité du ministre de la Cohésion des territoires, appuie le Gouvernement dans la lutte contre les inégalités territoriales et le soutien aux dynamiques territoriales, en concevant et animant les politiques de la ville et d'aménagement du territoire avec les acteurs locaux et les citoyens.



Une publication du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Directeur de publication : Serge Morvan

NOUS SUIVRE



www.cget.gouv.fr

20 avenue de Ségur, TSA 10717, 75334 Paris Cedex 07 – Tél. : 01 85 58 60 00